



Cellule d'analyse européenne

COM(2017) 790 – Proposition de RÈGLEMENT: Exigences prudentielles applicables aux entreprises d'investissement et modification des règlements (UE) n° 575/2013, (UE) n° 600/2014 et (UE) n° 1093/2010

COM(2017) 791 – Proposition de DIRECTIVE concernant la surveillance prudentielle des entreprises d'investissement et modifiant les directives 2013/36/UE et 2014/65/UE

Résumé: Ces propositions de la Commission européenne prévoient pour les entreprises d'investissement un cadre efficace d'exigences et de surveillance prudentielles qui est adapté à leur taille, leur nature, leurs risques et leurs activités. Les conditions de concurrence équitables entre les entreprises d'investissement au sein de l'Union sont ainsi favorisées. Parallèlement, les investisseurs bénéficient d'une meilleure protection et peuvent mieux gérer leurs risques. **Le délai imparti pour rendre un avis de subsidiarité sur ces propositions législatives expire le 9 mars 2018.**

1. Contexte

Les entreprises d'investissement jouent un rôle important dans la facilitation des flux d'investissement au sein de l'UE. Elles donnent des conseils en placement, gèrent les portefeuilles et fournissent la liquidité sur le marché. Contrairement aux établissements de crédit, les entreprises d'investissement n'acceptent pas de dépôts et n'accordent pas de prêts.

À l'heure actuelle, les exigences de capital et autres exigences prudentielles pour les entreprises d'investissement sont surtout axées sur les banques. Cela génère des coûts élevés et des charges administratives pour les entreprises d'investissement qui sont de petites ou moyennes entreprises.

Dans son examen du plan d'action de l'union des marchés de capitaux de 2017, la Commission européenne a annoncé le réexamen du traitement prudentiel des entreprises d'investissement¹.

Ce réexamen, qui est proposé aujourd'hui, comprend un cadre prudentiel et de surveillance plus efficace pour les petites et moyennes entreprises d'investissement d'importance non systémique. Ce cadre tient compte de la taille et de la nature de ces entreprises. Les conditions de concurrence équitables entre les entreprises d'investissement au sein de l'Union sont ainsi favorisées. Parallèlement, les investisseurs bénéficient d'une meilleure protection et peuvent mieux gérer leurs risques.

La plupart des entreprises d'investissement dans l'Union européenne sont de petites ou moyennes entreprises, qui ont besoin d'exigences prudentielles adaptées à leurs activités et leurs risques.

¹ Voir: COM (2017)292: <http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20170292.do?appLng=FR>

À l'instar des banques, les grandes entreprises d'investissement d'importance systémique seront régulées et contrôlées.

2. Contenu

Les lignes de force des propositions peuvent se résumer comme suit:

Objectif :

Dans le régime actuel, les exigences pour les entreprises d'investissement sont surtout axées sur les banques. Cela génère des coûts considérables pour les entreprises d'investissement.

La Commission européenne propose des exigences plus sensibles au risque pour les petites et moyennes entreprises d'investissement / les entreprises d'importance non systémique. Ce type d'exigence correspond davantage à leur modèle d'entreprise.

Essence des propositions COM (2017)790 en COM (2017)791 :

Les grandes entreprises d'investissements d'importance systémique seront soumises aux mêmes règles que les banques européennes. Ces règles s'appliqueront aux entreprises d'investissement qui exercent des activités bancaires et dont les actifs dépassent les 30 milliards d'euros.

En ce qui concerne les entreprises d'investissement d'importance non systémique, les propositions limiteront les coûts aussi bien en matière d'exigences de capital qu'en matière de coûts administratifs et de mise en conformité associés.

On distingue deux catégories d'entreprises d'investissement d'importance non systémique :

- (a) Les petites entreprises d'investissement non interconnectées qui ont des actifs d'un montant inférieur à 1,2 milliard d'euros ;
- (b) Les entreprises d'investissement (moyennes) qui ont des actifs d'un montant supérieur à 1,2 milliard d'euros. Ces entreprises d'investissement doivent détenir au moins un tiers de leur exigence basée sur les frais généraux fixes en actifs liquides.

Les petites entreprises d'investissement non interconnectées ne devront pas faire rapport sur les risques de concentration. Ces entreprises ne seront pas non plus soumises à des exigences de publication sur leur niveau de capital, leurs exigences de capital, leur politique et pratiques de rémunération et leurs modalités de gouvernance.

En ce qui concerne les entreprises d'investissement (moyennes) qui négocient des instruments financiers, les règles actuelles (exigences de publication, rapportage et autres) seront simplifiées.

Les États membres désignent une ou plusieurs autorités compétentes qui exerceront les compétences de surveillance prudentielles.

Les grandes entreprises d'investissements d'importance systémique seront placées sous la surveillance de la Banque centrale européenne.

Modification de la législation européenne actuelle :

Les deux propositions amendent le cadre prudentiel actuel applicable aux entreprises d'investissement prévu dans le règlement sur les fonds propres (CRD IV/CRR) et dans la directive MiFID (« marchés d'instruments financiers »).

3. Cadre juridique européen :

La proposition de règlement a pour base juridique l'article 114 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), qui concerne l'établissement et le fonctionnement du marché intérieur. La proposition de directive, quant à elle, a pour base juridique l'article 53 du TFUE, qui confère aux institutions européennes la compétence d'arrêter des mesures appropriées par voie de directives afin de faciliter l'accès aux activités commerciales et leur exercice dans l'UE.

4. Suivi au sein de la/des commission(s) compétente(s) de la Chambre :

- Commission des Finances et du Budget ;
- Commission du Droit commercial et économique ;
- Pour information : Comité d'avis fédéral pour les questions européennes.

5. Suivi auprès des instances fédérales :

- SPF Finances ;
- Banque nationale de Belgique ;
- Autorité des Services et Marchés financiers (FSMA).

6. Subsidiarité / Suivi parlementaire :

Il s'agit de propositions législatives. La commission compétente peut dès lors rendre un avis de subsidiarité au sens de l'article 37*bis* du Règlement de la Chambre.

Le délai pour formuler un avis de subsidiarité concernant ces propositions législatives expire le 9 mars 2018.

Dans le cadre du « dialogue politique » (initiative Barroso), la commission des Finances peut adresser un avis et/ou des observations à la Commission européenne. Cette procédure n'est pas soumise à un délai.

Projet d'avis :

- Concernant la subsidiarité/compétence :

Le niveau européen est le mieux à même d'examiner la législation relative aux risques et à la surveillance du marché des capitaux. Les activités financières ont généralement un caractère transfrontalier. Les entreprises d'investissement agréées dans le cadre de la directive MiFID (« marchés d'instruments financiers ») s'adressent également aux clients d'autres États membres, de sorte que seule une initiative européenne peut mettre en place des dispositions harmonisées concernant les risques ainsi qu'un cadre de surveillance mieux intégré des entreprises d'investissement au sein de l'union des marchés des capitaux. Une application divergente du cadre existant dans les différents États membres représente une menace pour l'équité des conditions de concurrence pour les entreprises d'investissement au sein de l'Union. Les mesures visent également à adapter les directives et les règlements européens actuels.

- Concernant la proportionnalité :

Les propositions concrétisent la poursuite de l'intégration et le développement de la libre circulation des capitaux, qui constitue l'une des quatre libertés fondamentales de l'Union européenne. Les entreprises d'investissement pourront exercer leurs activités sur une base financière solide sans pour autant entraver leurs perspectives commerciales.

Le principe de proportionnalité a été respecté étant donné que les petites et moyennes entreprises d'investissement sont soumises à des règles plus simples et sensibles au risque qui leur sont adaptées. Ces règles favorisent la concurrence et les conditions de concurrence équitable entre les entreprises d'investissement au sein de l'Union. Les entreprises d'investissement plus grandes, quant à elles, seront soumises aux mêmes règles que les banques.

Pour en savoir plus :

Proposition de RÈGLEMENT « Exigences prudentielles applicables aux entreprises d'investissement » :

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20170790.do>

Proposition de DIRECTIVE « Surveillance prudentielle des entreprises d'investissement » :

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20170791.do>

<u>Descripteurs</u> <u>Eurovoc</u> :	UNION EUROPÉENNE – Directive – Services – Institution financière – Règlementation financière – Marché financier – Investissement – Marché unique – Marché des capitaux – Crédit – Politique du crédit – Entreprise – Capitaux à risque – Libre circulation des capitaux
---	---

Rédaction: Roeland Jansoone, Premier conseiller, tél. 02/549.80.93,
roeland.jansoone@lachambre.be



Europese analysecel

COM(2017) 790 – Voorstel van Verordening: Prudentiële vereisten voor beleggingsondernemingen en wijziging van Verordeningen (EU) nr. 575/2013, (EU) nr. 600/2014 en (EU) nr. 1093/2010

COM(2017) 791 - Voorstel voor een Richtlijn betreffende het prudentieel toezicht op beleggingsondernemingen en tot wijziging van Richtlijnen 2013/36/EU en 2014/65/EU

Samenvatting: Deze voorstellen van de Europese Commissie voorzien voor de beleggingsondernemingen in een doeltreffend raamwerk van prudentiële vereisten en toezicht, dat op maat gesneden is van hun omvang, aard, risico's en activiteiten. Hiermee wordt het gelijk speelveld tussen beleggingsondernemingen in de Unie bevorderd. Tezelfdertijd krijgen beleggers een betere bescherming en kunnen zij hun risico's beter beheren. **De termijn om een subsidiariteitsadvies over de wetgevingsvoorstellen te formuleren, verstrijkt op 9 maart 2018.**

1. Context

Beleggingsondernemingen spelen een belangrijke rol bij het faciliteren van beleggingsstromen in de EU. Zij verlenen beleggingsadvies, beheren vermogens en verstrekken marktliquiditeit. In tegenstelling tot kredietinstellingen, aanvaarden beleggingsondernemingen geen deposito's of kennen zij geen leningen toe.

Momenteel zijn de kapitaal- en andere prudentiële vereisten voor beleggingsondernemingen sterk op banken afgestemd. Voor beleggingsondernemingen die kleine of middelgrote ondernemingen zijn, brengt dit hoge kosten en administratieve lasten met zich mee.

In haar evaluatie van het actieplan voor de uitbouw van de kapitaalmarktunie van 2017 kondigde de Europese Commissie de herziening van de prudentiële behandeling van beleggingsondernemingen aan¹.

De herziening, die hier voorligt, omvat een doeltreffender prudentieel en toezichtraamwerk voor niet-systeemrelevante / kleine en middelgrote beleggingsondernemingen, dat rekening houdt met hun omvang en aard. Op die manier wordt het gelijk speelveld tussen beleggingsondernemingen in de Unie bevorderd. Tezelfdertijd krijgen beleggers een betere bescherming en kunnen zij hun risico's beter beheren.

De meeste beleggingsondernemingen in de Europese Unie zijn kleine of middelgrote ondernemingen, die behoefte hebben aan prudentiële vereisten die op maat zijn gesneden van hun activiteiten en risico's.

¹ Zie: COM (2017)292: <http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20170292.do?appLng=NL>

Grote / systeemrelevante beleggingsondernemingen zullen zoals banken worden gereguleerd en gecontroleerd.

2. Inhoud

Samengevat, bevatten de voorstellen de volgende krachtlijnen:

Opzet:

In het huidige regime zijn de vereisten voor beleggingsondernemingen sterk afgestemd op de banken. Dit brengt voor beleggingsondernemingen aanzienlijke kosten met zich mee.

De Europese Commissie stelt voor kleine en middelgrote beleggingsondernemingen/ niet-systeemrelevante beleggingsondernemingen risicogevoeligere eisen voor, die beter afgestemd zijn op hun bedrijfsmodel.

Essentie van de voorstellen COM (2017)790 en COM (2017)791:

Voor de grote/ systeemrelevante beleggingsondernemingen gelden dezelfde regels als voor de Europese banken. Het betreft beleggingsondernemingen die bepaalde bankachtige activiteiten uitoefenen en voor meer dan 30 miljard euro activa onder beheer hebben.

Voor de niet-systeemrelevante beleggingsondernemingen brengen de voorstellen een beperking van de kosten met zich mee, zowel op het gebied van kapitaalvereisten, als voor de daarmee samenhangende compliance en administratieve kosten.

Onder de niet-systeemrelevante beleggingsondernemingen zijn er 2 categorieën:

- (a) De kleine en niet onderling verbonden ondernemingen die voor minder dan 1,2 miljard euro activa onder beheer hebben;
- (b) De (middelgrote) beleggingsondernemingen die voor meer dan 1,2 miljard euro activa onder beheer hebben. Deze beleggingsondernemingen moeten ten minste één derde van hun vastekostenbehoeften in liquide activa aanhouden.

De kleine en niet onderling verbonden ondernemingen moeten geen verslag uitbrengen over concentratierisico's. Voor deze categorie gelden evenmin openbaarmakingsvereisten op het gebied van kapitaalniveau, kapitaalvereisten, beloningsbeleid en -praktijken en gouvernanceregelingen.

Voor de (middelgrote) beleggingsondernemingen, die handelen in financiële instrumenten, worden de bestaande regels (openbaarmakingsvereisten, rapportering e.a.) in een vereenvoudigde versie gehanteerd.

De lidstaten wijzen één of meer bevoegde autoriteiten aan die de prudentiële toezichtsbevoegdheden vervullen.

De grote / systeemrelevante beleggingsondernemingen staan onder het toezicht van de Europese Centrale Bank.

Wijziging van bestaande Europese wetgeving:

De twee voorstellen amenderen het bestaande prudentiële raamwerk voor beleggingsondernemingen zoals uiteengezet in de Verordening kapitaalvereisten (CRD IV/CRR) en in de MiFID-richtlijn "markten voor financiële instrumenten".

3. Europees juridisch kader:

De rechtsbasis voor de ontwerpverordening is art. 114 Verdrag over de Werking van de Europese Unie (VWEU) dat betrekking heeft op de totstandbrenging en de werking van de interne markt, terwijl de rechtsbasis voor de ontwerprichtlijn art. 53 VWEU is dat aan Europese instellingen de bevoegdheid verleent om door middel van richtlijnen passende maatregelen vast te stellen die voor personen de toegang tot en de uitoefening van zakelijke activiteiten in de hele EU moeten vergemakkelijken.

4. Opvolging in de bevoegde Kamercommissie(s):

- Commissie Financiën en Begroting;
- Commissie Handels- en Economisch Recht;
- Ter informatie: Federaal adviescomité voor Europese aangelegenheden.

5. Opvolging bij de federale instanties:

- FOD Financiën;
- Nationale bank;
- Autoriteit Financiële Diensten en Markten (FSMA).

6. Subsidiariteit/ Parlementaire opvolging:

Het betreft wetgevingsvoorstellen. De bevoegde commissie kan bijgevolg een advies over de subsidiariteit geven in de zin van Art.37***bis*** van het Kamerreglement.

De termijn om een subsidiariteitsadvies over de wetgevingsvoorstellen te formuleren, verstrijkt op 9 maart 2018.

De commissie Financiën kan in het kader van de “politieke dialoog” (initiatief Barroso) aan de Europese Commissie een advies en/of opmerkingen formuleren. Deze procedure is niet gebonden aan een termijn.

Ontwerp van advies:

- Wat de subsidiariteit/ bevoegdheid betreft:

Wetgeving m.b.t. risico's en toezicht op de kapitaalmarkt wordt het best op Europees niveau behandeld. De financiële activiteiten hebben veelal een grensoverschrijdend karakter. Beleggingsondernemingen met een vergunning op basis van de MiFID-richtlijn “markten voor financiële instrumenten” richten zich ook tot klanten uit andere lidstaten zodat geharmoniseerde bepalingen voor risico's en een beter geïntegreerd toezichtskader op beleggingsondernemingen in de kapitaalmarktunie slechts tot stand kunnen komen via een Europees initiatief. Verschillen in de toepassing van het bestaande raamwerk tussen lidstaten zijn een bedreiging voor het gelijke speelveld voor beleggingsondernemingen in de Unie. De maatregelen beogen bovendien een aanpassing van bestaande Europese verordeningen en richtlijnen.

- Wat de proportionaliteit betreft:

De voorstellen concretiseren de verdere integratie en de ontwikkeling van het vrij verkeer van kapitaal als één van de vier Europese fundamentele vrijheden. De

beleggingsondernemingen kunnen op een gezonde financiële basis hun activiteiten ontplooiën zonder dat zij in hun zakelijke vooruitzichten worden gehinderd.

Het evenredigheidsbeginsel is gerespecteerd doordat voor kleine en middelgrote beleggingsondernemingen eenvoudigere en risicogevoelige regels gelden die op hun maat gesneden zijn. Deze regels bevorderen de mededinging en het gelijk speelveld tussen beleggingsondernemingen in de Unie, terwijl voor grotere beleggingsondernemingen de regels van de banken gelden.

Om meer te weten:

Ontwerpverordening “Prudentiële vereisten voor beleggingsondernemingen”:

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20170790.do>

Ontwerprichtlijn “Prudentieel toezicht op beleggingsondernemingen”:

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20170791.do>

Eurovoc-descriptoren:	EUROPESE UNIE – Richtlijn – Diensten - Financiële instelling – Financiële voorschriften - Geldmarkt - Investeren - Interne markt - Kapitaalmarkt – Krediet – Kredietbeleid - Onderneming – Risicodragend kapitaal - Vrij verkeer van kapitaal
------------------------------	---

Redactie: Roeland Jansoone, Eerste adviseur, tel. 02/549.80.93,
roeland.jansoone@dekamer.be